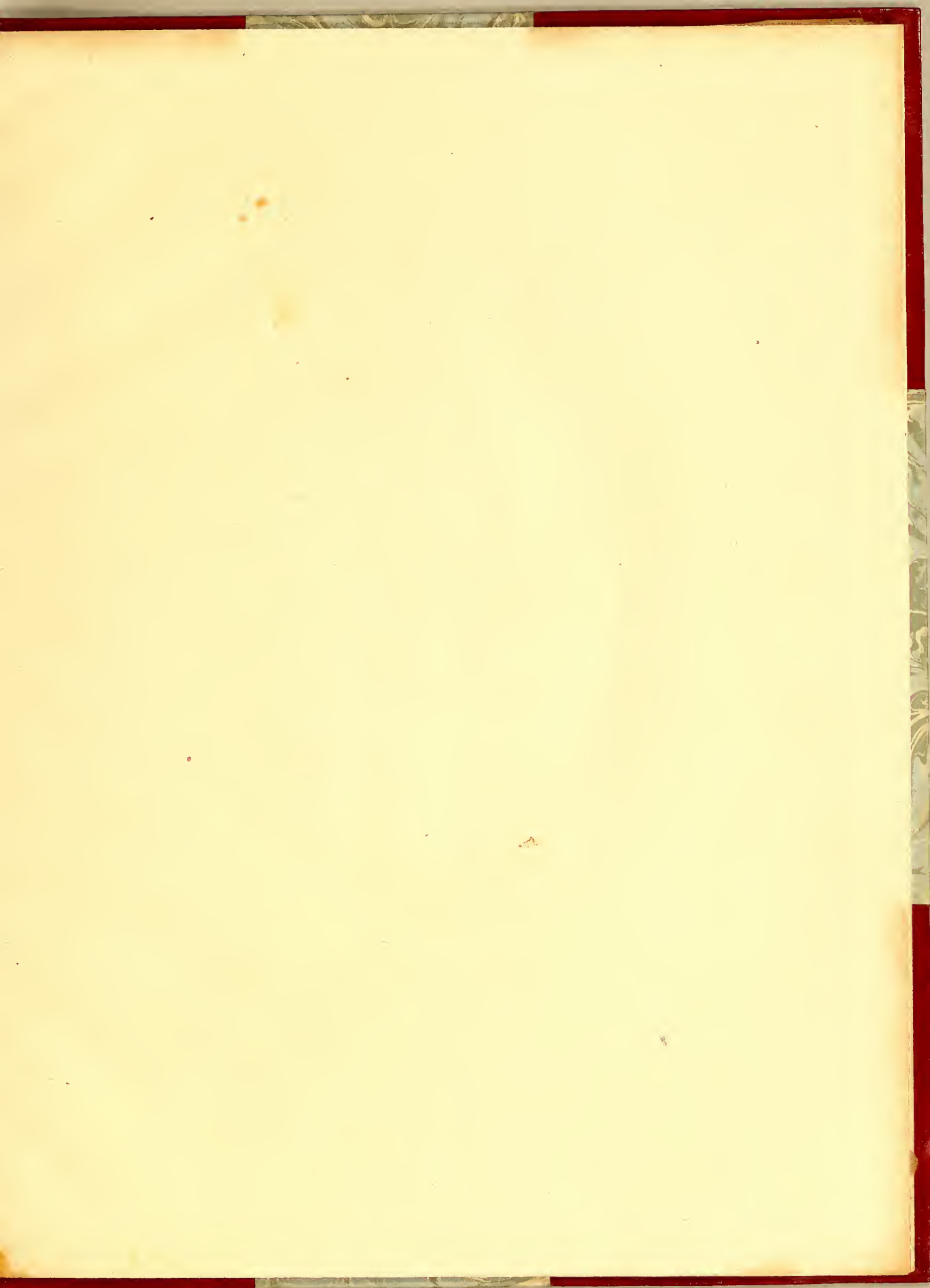
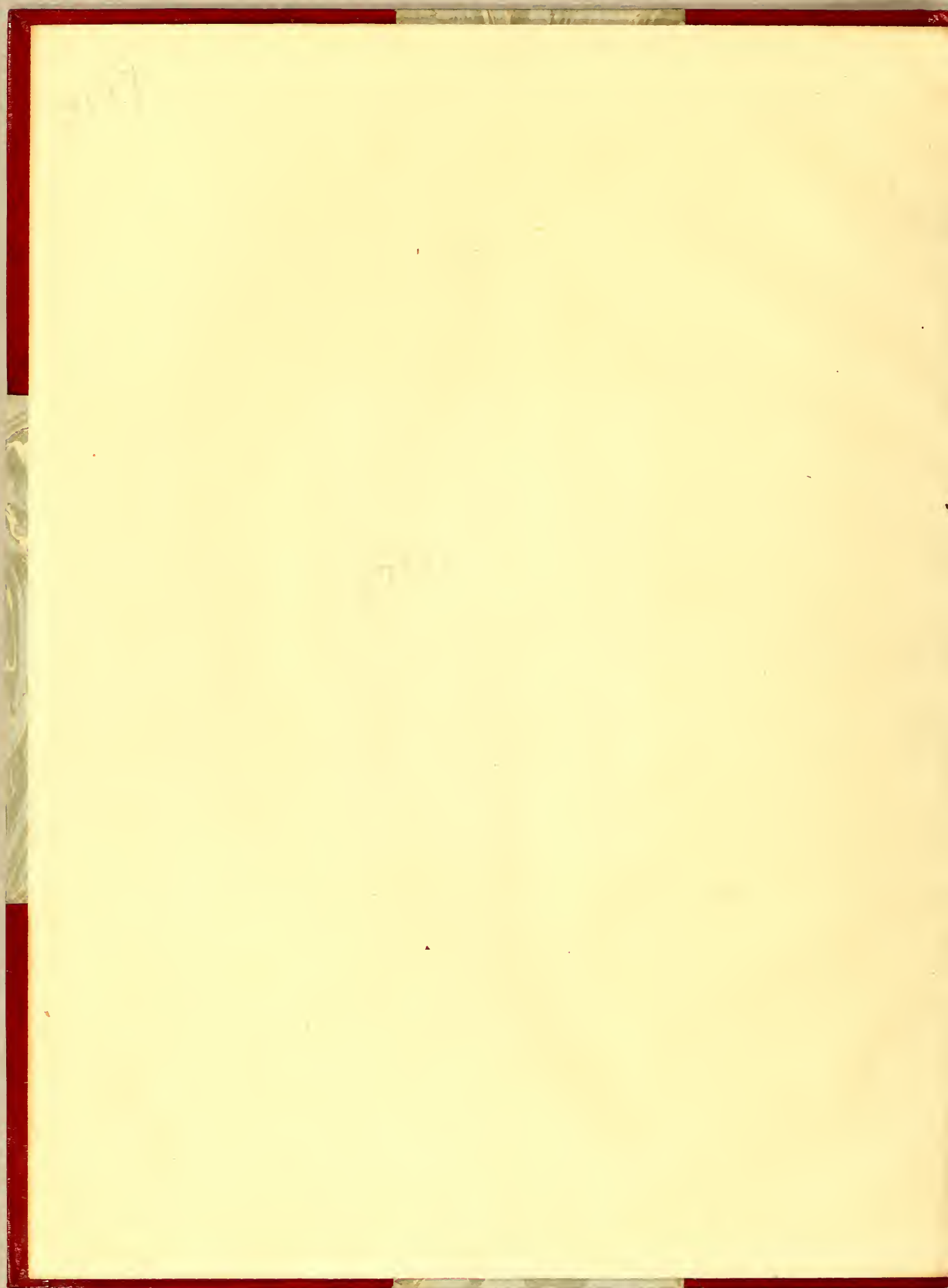


John Carter Broton
Library
Brown University





RÉPONSE

DU GÉNÉRAL

ROCHAMBEAU,

A L'ARRÊTÉ

DES AGENS PARTICULIERS

Du Directoire Exécutif à St. Domingue.



A PHILADELPHIE,

De l'imprimerie de PARENT, Cinquième rue Sud, N°. 32.

12110541

12110541

12110541

12110541

12110541

RPJCE

R É P O N S E

DU GÉNÉRAL ROCHAMBEAU,

A L'ARRÊTÉ DES AGENS PARTICULIERS

Du Directoire Exécutif, à St. Domingue.

*C*E n'est qu'après trois mois et demi de séjour dans cette ville que j'ai pu obtenir de connaître les motifs de ma destitution du commandement en chef de la partie espagnole de St. Domingue, prononcée par les agens particuliers du Directoire Exécutif dans cette Colonie. Jaloux de mériter l'estime du gouvernement, et celle de tous les Français, j'ai dû répondre à cette pièce mensongère, et lui donner la plus grande publicité, afin que chacun puisse juger ma conduite à St. Domingue, et les efforts que j'ai faits pour sauver cette Colonie précieuse.

EXTRAIT du registre des délibérations de la Commission déléguée par le gouvernement français aux Isles-sous-le-vent.

" Au Cap, le 30 Messidor, an IV de la République
" française, une et indivisible.

" La Commission, considérant que responsable
" envers la France du salut de la Colonie de St.
" Domingue. (1)

— " Elle ne peut, et ne doit y maintenir dans
" les emplois civils et militaires, que des hommes sur
" le républicanisme desquels elle puisse entièrement
" se reposer. (2)

R É P O N S E

DU GÉNÉRAL ROCHAMBEAU.

(1) On a pu voir la manière dont les agens particuliers du Directoire opèrent le salut de la Colonie, en laissant égorger les blancs dans la partie du Sud et dans celle du Nord.

(2) On va juger s'il est possible de compter sur les vertus civiques et le républicanisme des hommes employés par les agens.

— “ Que si dans la situation actuelle de cette
 “ Colonie, de simples soupçons l'autorisent à en
 “ éloigner ceux qui en seraient l'objet, de toutes
 “ fonctions publiques, elle doit à plus forte raison se
 “ montrer sévère, lorsque les soupçons ont acquis
 “ un degré de certitude et de conviction. (3)

— “ Considérant que la conduite tenue par le
 “ général *Rochambeau*, depuis son arrivée à St.
 “ Domingue, a constamment été marquée au coin
 “ de l'incivisme, de l'insubordination, et du mépris
 “ le plus ouvert pour la première autorité déléguée
 “ par la France. (4)

Je citerai le citoyen *le Borgne* leur délégué, l'un
 des auteurs des assassinats de la partie du Sud de la
 Colonie, que j'ai expulsé des Isles-du-Vent, pour les
 vols qu'il y a commis.

Idelinger, trop malheureusement connu pour lui
 dans les places de commerce de France.

Bellegarde, qui a vendu son poste aux Anglais,
 et déserté les drapeaux de la République, au second
 siège de la Martinique.

Cerizier, assassin du capitaine de vaisseau *Macne-
 mara*, à l'Isle de France.

Enfin tant d'autres que je pourrais nommer. Les
 deux derniers sont les aides-de-camp du citoyen *le
 Blanc*.

(3) Il faut donc prouver le délit *préssumé*, car la
 certitude ne peut naître que d'une *preuve*, et j'ai ré-
 clamé depuis long-temps la justice du Directoire pour
 le faire juger.

(4) Si de chercher sans cesse les moyens de servir
 utilement son pays, de supporter sans murmure toutes
 les privations comme un soldat, de laisser ses ap-
 pointements (dont à présent je n'ai pas encore reçu
 un écu) pour le payer, c'est de l'*incivisme*, j'en suis
 coupable.

Si de manger à la table somptueuse des agens *la
 demi-ration* à laquelle nous étions réduits, de n'y
 boire que du *rhum* et de l'*eau*, qu'on nous donnait au
 lieu de *vin*, c'est de l'*insubordination*, j'en fais gloire.
 Le soldat souffrait; j'avais l'honneur d'être son chef;
 je lui devais l'exemple de la patience; je n'y ai
 jamais manqué.

J'ai toujours dit et mandé au *ministre de la ma-
 rine et des Colonies*, ainsi qu'aux agens eux-mêmes,
 que je *respectais leur caractère public*, mais que je
 méprisais souverainement quelques uns d'eux, no-
 tamment le citoyen *Leblanc*, qui employa un tems
 considérable à me persuader qu'il fallait beaucoup
 de voleurs dans l'administration de *St. Domingue*.
 (J'ai rendu compte de ce fait au ministre de la marine.

— “ Que loin de donner à tous les citoyens l'exemple de la soumission et des égards envers cette autorité, il s'est en quelque sorte annoncé comme le point de ralliement de ceux qui voudraient l'insulter et l'avilir; que toutes ses actions, tous ses discours publics et particuliers ont été dirigés vers ce but criminel. (5)

— “ Qu'après s'être permis d'aller sans congé, sans mission, sans même aucune espèce d'autorisation, parcourir différentes places et plusieurs postes militaires. (6)

— “ Dont il a distrait le commandant au moment même où les Anglais prenaient *Bombarde*. Il est rentré au Cap sans en instruire la Commission, sans lui faire aucun rapport, sans daigner même lui rendre aucun de ces devoirs que la bienfaisance eut exigés. (7)

— “ Que lors des fêtes républicaines qui ont eu lieu au Cap, il s'en est absenté avec tout son état-major, ou n'y a paru que pour braver les délégués du gouvernement français dans l'exercice même de leurs fonctions, ridiculiser publiquement leur sensibilité, les cérémonies républicaines, et les cris de *vive la république* ! (8)

(5) Le fait est faux. La manière dont j'ai obéi aux arrêtés des agens, prouve et ma soumission, et les égards que je portais à leur autorité.

(6) Je n'avais jamais oui dire qu'un général en chef eut besoin de congé pour aller reconnaître l'ennemi. J'avais cependant prévenu *Sonthomax* de mon départ.

(7) J'étais au *Port-de-Paix*, lorsque le général de brigade *Pageot* reçut la nouvelle de la prise de ce quartier: je n'aurais même jamais parlé de sa reprise, si je n'étais attaqué sur un fait qui m'honore.

C'est moi qui, après avoir fait toutes les reconnaissances sur *Bombarde*, et même sur les retranchemens du *Môle St. Nicholas*, pour reconnaître la place de plus près, ai tracé au général de brigade *Pageot*, le plan qu'il avait à suivre pour reprendre ce poste important. C'est en présence de *Delair* et de *Levasseur*, excellens officiers, déportés par ordre des agens, je ne fais trop pourquoi, que je fis ce plan.

C'est à ma sollicitation que les commandans des *Gonaïves* et du *Gros-Morne*, ont envoyé des renforts à *Pageot*. Le général *Laveaux* est en France. Il connaît tous les faits que je viens d'avancer.

J'avais aussi donné à *Toussaint Louverture*, le plan d'attaque de *St. Marc* que j'avais reconnu à portée de fusil: *Laveaux* en a connaissance, je lui avais tout communiqué; mais je me suis gardé d'en faire part aux agens: l'expérience m'avait prouvé qu'ils ne savaient pas garder un secret, car le plan de campagne du *Directoire Exécutif*, était entre les mains des femmes passagères à bord du *Watigny*, au moment de notre arrivée au Cap.

(8) Pendant mon séjour au Cap, on n'y a célébré que deux fêtes: j'ai assisté à toutes deux. La première fut l'entrée triomphale des agens, le lendemain de leur arrivée au Cap. La deuxième le 14 Juillet; il est aisé sans doute de calomnier, mais je répons que personne n'osera me soutenir, ni ne

— “ Qu’entouré d’hommes qui presque tous, affichent hautement la haine du gouvernement républicain, avilissent par leurs propos la France et le gouvernement français, il a constamment autorisé et même encouragé leurs propos injurieux contre les délégués de ce gouvernement; que non content d’avoir permis qu’un de *ses agents* vint jusqu’au sein de la Commission insulter un de ses membres, et fit ensuite de cette démarche scandaleuse une espèce de trophée public; il l’a sanctionné lui-même par sa conduite, en écrivant à la Commission la lettre la plus indécente et la plus irrespectueuse. (9)

pourra prouver, m’avoir jamais entendu ridiculiser les cérémonies républicaines et les cris *vive la république*. Mais il est vrai que j’ai été indigné de voir les agents souffrir que de jeunes personnes les couvrirent de fleurs, en chantant des hymnes à leur louange.

On a encore célébré au Cap une fête publique à la mémoire de *Polverel*; à laquelle les agents ont assisté en corps. *La loi n’ordonne point cette fête*, je n’y ai pas paru. Je m’éstimaïs *Polverel*—Et voilà ce que les agents appellent *ridiculiser leur sensibilité*.

(9) Je ne m’attendais pas, je l’avoue, que les *agents particuliers du Directoire Exécutif* attaquaient les officiers que j’avais sous mes ordres: je vais les faire connaître.

Le général de brigade *Mirdonday*, chef de l’état-major, qui, la dernière guerre avait servi en cette qualité sous les ordres du *Bailli de Suffren*. Il est couvert de blessures, et a parfaitement servi dans la guerre de la *Vendée*.

Le chef de brigade *Panisse*, mon aide-de-camp, a servi avec distinction à la *Martinique*, durant les deux sièges que cette Colonie a supporté: il a reçu deux blessures.

Le chef de bataillon *La Houffaye* mon aide de-camp, a servi en cette qualité au premier siège de la *Martinique*. Je l’avais envoyé en France porter mes dépêches au gouvernement, annoncer les succès des patriotes aux Antilles, et demander des secours pour les assurer. Il fut mis en prison; c’était sous le règne de la terreur. Depuis sa sortie des prisons, il a servi sous les ordres du brave *Dugomier* à l’armée des Pyrénées-Orientales, en qualité d’adjoint aux adjudans-généraux; il en a les certificats les plus honorables.

D’Avenne et *Simon*, mes aides-de-camp, ont servi avec distinction à *Sainte-Lucie* sous les ordres du général *Ricard*. Ils y ont supporté le fardeau du jour.

Bragelongne, mon aide-de-camp, a fait la guerre dans la *Vendée*, comme aide-de-camp du général *Canclaux*, son oncle.

Roch, homme de couleur, mon *aide-de-camp*, a eu le poignet emporté par un boulet de canon au deuxième siège de la *Martinique*, où il a servi avec la plus grande distinction.

Voilà les hommes dont j'étais entouré, que l'on accuse de *haïr le gouvernement*, et de *l'avilir par des propos injurieux*.

Je n'avais point d'*agens* ni de *délégués*, n'étant pas moi-même *agent du Directoire Exécutif*.

J'avais demandé à ceux-ci le jugement du citoyen *Paulin Goy*, qu'ils avaient fait arrêter pour avoir demandé au citoyen *Le Blanc*, l'explication du mot barbare et inconnu *Baulbinocrate*, dont il s'était servi en énonçant une opinion personnelle.

Paulin Goy était le secrétaire de l'*Etat-major de l'armée de la partie Espagnole*. Ce brave jeune homme avait servi avec honneur à l'armée des *Pyrenées-Orientales*, dans un des bataillons des chasseurs de la *Gironde*.

J'ai fait connaître aux *agens* dans la lettre dont ils se plaignent, mon respect pour leur *caractère public* et le peu d'estime que j'avais pour quelques uns d'eux, comme *hommes privés*. (Cette lettre est dans les archives de la commission des Colonies.)

(10) Ce fait est si ridicule qu'il le serait encore plus de le refuter.

(11) Cette imputation joint au ridicule, l'atrocité la plus calomnieuse.

Les nouveaux malheurs de *St. Domingue*, ne datent que depuis mon départ de cette Colonie, et depuis la présence des délégués des *agens* dans les différentes parties de cette île malheureuse. J'avais prédit nombre de fois à ces *agens*, ce qui devait arriver, *de leur conduite, du choix de leurs délégués, du luxe qu'ils étalaient, au milieu de la misère affreuse qui desolait la Colonie*—(je l'avais mandé dans toutes mes lettres au ministre de la marine, elles feront foi) *des fausses mesures qu'ils prenaient, des*

— “ La Commission considérant que toutes ces circonstances annoncent au moins de la part du général *Rochambeau* le dessein non-équivoque de rivaliser de pouvoir avec elle. (10)

— “ Que c'est de cette lutte scandaleuse élevée entre l'autorité civile et militaire, que sont résultés tous les maux qui ont affligé cette Colonie ; que les ruines encore fumantes du Cap, attestent les crimes de *Galbaud*, dont le général *Rochambeau* n'a que trop bien copié jusques ici les manières, et affecté les prétentions. (11)

préférences marquées qu'ils accordaient aux assassins des blancs , et à ceux qui disaient qu'il ne fallait plus de propriétaires , &c.

Les agens n'ont jamais voulu suivre les conseils , que , guidé par l'amour de mon pays , le désir de remédier aux maux que je prévoyais , je leur ai donné avec force , et sur-tout sans flatterie , ce qu'ils appellent *lutte scandaleuse*. Je le répète , ma correspondance officielle et les événemens feront foi.

Effrayés de ma franchise , sachant bien que je n'adopterais jamais leurs principes , ils m'ont *déstitué* et *deporté* : j'ai obéi avec le respect que je porte à l'autorité de qui ils tiennent celle dont ils abusent.

Ils ont voulu me faire supposer coupable , en m'assimilant au général *Galbaud* que *Polverel* et *Sonthonax* ont accusé d'avoir fait incendier le Cap.

Je ne connais pas *Galbaud*, n'ai jamais eu aucune relation avec lui ; mais à la honte éternelle des commissaires-civils , c'est ici le moment de rendre hommage à la vérité.

Il n'y a eu que les quartiers défendus par *Galbaud*, qui n'ont pas été brûlés , le feu fut mis au *Bac de la Fossète* , à l'extrémité de la ville , par les troupes attachées aux commissaires au moment où la retraite de *Polverel* et *Sonthonax* de ce quartier occupé par eux , en laissa la possibilité.

Plus heureux que les agens , il me reste la certitude d'avoir tout fait pour tâcher d'opérer le bien , de n'avoir ni ordonné ni souffert aucun massacre , d'avoir au contraire brisé les fers , et adouci le sort de beaucoup de malheureux , et d'avoir été honoré des regrets de la Colonie que l'on m'a forcé de quitter.

Sur ma conduite , sur les faits que j'avance , il n'est presque pas un habitant de ce pays infortuné dont je n'ose hautement réclamer le témoignage.

(12) Ma conduite eut été celle que j'ai tenu toute ma vie , fidèle à l'honneur , à mes devoirs , à mon pays , à la justice , à l'humanité : redoutable seulement aux scélérats , aux dilapidateurs , enfin aux ennemis de tout genre de leur patrie.

— “ Considérant encore que cette conduite
 “ tenue sous les yeux même du général *Rochambeau*
 “ doit lui faire pressentir celle qu'il tiendra loin
 “ d'elle , et quand il sera rendu dans la partie ci-
 “ devant *Espagnole de St. Domingue*. (12)

— “ Dont il se nomme déjà le gouverneur. (13)

— “ Que dédaignant même de dissimuler ses intentions et ses projets à cet égard, le général Rochambeau annonce que dès qu'il sera en possession de son gouvernement il n'aura plus rien à démêler avec cette commission, dont il brûle de se voir indépendant. (14)

— “ Qu'il prétend même lui et les siens avoir reçu du gouvernement français des ordres secrets et des instructions particulières. (15)

— “ Que déjà il se flatte d'entretenir une correspondance suivie avec la noblesse, l'évêque et le clergé de *Santo-Domingo*, qui tous lui promettent une réception digne de son rang et de ses principes. (16)

— “ Que son arrivée à *Santo-Domingo*, est l'objet des vœux et de l'espoir des émigrés nobles, et grands colons; dont plusieurs, les royalistes les plus effrénés, portent constamment la cocarde blanche, et le deuil de *Capet dernier*, avec lesquels il a vécu dans la plus grande intimité pendant un an et demi qu'il est resté aux *Etats-Unis*, sont déjà rentrés dans la partie Espagnole, et dont un plus grand nombre encore, se prépare à y débarquer sitôt qu'on aura la certitude que *M. de Rochambeau* en aura pris possession. (17)

(13) Le fait est faux : je n'ai jamais été désigné pour être gouverneur de la partie ci-devant Espagnole. J'étais nommé général *en chef* par le *Directoire Exécutif*, et je n'ai jamais parlé, ni agi qu'en cette qualité.

(14) Ridicule et calomnieuse imputation ! *ridicule*, puisque les pouvoirs des agens étant illimités, et s'étendant sur la totalité de l'île, moi général *en chef en mission spéciale dans la partie Espagnole*, je ne pouvais jamais m'en croire indépendant. Je leur devais des *comptes, des rapports sur l'Etat de mon commandement, &c. calomnieuse*, parce que je n'ai jamais rien dit qui tendit à manifester ces sentimens.

(15) Si le gouvernement m'avait communiqué des instructions secrètes, certes je n'en aurai fait part à personne, et mes aides-de-camp même, ignorent si le ministre de la marine a eu cette confiance en moi.

(16) Ceci est aussi probable que les accusations que quelques journalistes ont fait contre le citoyen *Carnot*, d'avoir livré aux ennemis, l'armée du Rhin et Moselle, lors de la belle retraite de cette armée du Danube sur le Rhin.

On fait très-bien d'ailleurs que l'archevêque de *Santo-Domingo*, et son clergé étaient partis pour la Havane lorsque j'arrivai au Cap.

(17) Ce n'étaient point les émigrés ni les royalistes qui attendaient mon arrivée à *Santo Domingo*, mais bien les propriétaires de *St. Domingue* qui se sont réfugiés aux *Etats-Unis*, lors de l'incendie de la partie Française, et ceux des îles du Vent qui y ont été déportés par les Anglais lorsqu'ils s'emparèrent de ces belles possessions. Oui, j'ai vu avec intérêt ces hommes dont les malheurs doivent exciter la sensibilité de tout être pensant. Ce sont ceux-là seuls avec qui j'ai eu des relations pendant mon séjour aux *Etats-Unis*.

Au reste ma conduite durant les deux sièges de la *Martinique*, aurait dû se me sembler répondre seule et victorieusement, à cette absurde imputation de *Monsieur le Blanc ancien garde de la marine*.

— “ Que la Commission a reçu des renseignements qui ne lui permettent plus aucune espèce de doute à cet égard ; que ses dispositions bien connues doivent lui inspirer des craintes trop fondées sur les suites funestes qu’elles peuvent avoir pour la Colonie et la république. (18)

— “ Considérant enfin qu’il serait trop tard de s’opposer aux vues ambitieuses et inciviques du général Rochambeau lorsqu’il aurait en son pouvoir tous les moyens d’en assurer le succès ; que la prudence , le salut de la Colonie , exigent d’arrêter dès leur principe les progrès d’un parti qui déjà se forme sous son nom , et qui grossi par les émigrés colons , les fanatiques , les mécontents , enfin par les ennemis de la République , et les factieux de tous les genres , renouvellerait dans cette Colonie toutes les horreurs dont la Vendée nous a présenté l’affreux tableau. (19)

— “ D’après toutes ces considérations et beaucoup d’autres qu’elle se réserve de déduire en tems et lieu. (20)

(18) Je prens acte de cette déclaration et somme le citoyen Giraud l’un des *agens du Directoire* , et qui est maintenant en France de produire ces renseignements , et sur-tout les preuves matérielles des délits qui me sont imputés , et je le défie lui et ses collègues d’en produire aucunes.

(19) Il eut été à la vérité trop tard pour les délégués des agens de travailler le pays en finance comme ils le projetaient , lorsque j’en aurais pris possession.

Il est bien satisfaisant pour moi de pouvoir dire que tous les propriétaires de ce pays nouvellement cédé à la France , attendaient mon arrivée sans crainte , et avaient confiance dans mon administration qu’ils avaient pu juger lorsque je fus gouverneur de *St. Domingue* en 1792. Ils ont fui en partie depuis qu’ils se sont vus menacés de dilapidateurs que rien ne contiendrait , et aujourd’hui la France n’a pu prendre possession d’un pays qui lui est cédé par les traités.

Au reste à ces absurdes imputations , je ne répondrai qu’en renouvelant au citoyen Giraud *ma sommation* de produire les preuves.

Je ne puis m’empêcher de faire ici une observation sur les guerres de la Vendée et de *St. Domingue* : la guerre de *St. Domingue* est celle des non-propriétaires contre les propriétaires légitimes , et celle de la Vendée la guerre des royalistes et des fanatiques contre les républicains. Elles ne peuvent être assimilées ni dans leurs causes ni dans leurs effets.

(20) Ou , les preuves ont déjà été envoyées au gouvernement ; et alors je demande qu’elle me soient communiquées : où , elles ont été apportées par le citoyen Giraud , et alors je le somme de les produire. Il en est tems , car je désire enfin me montrer au grand jour , le plutôt possible et sur-tout d’éclairer la religion du *Directoire* trompé.

— “ La Commission arrête que le général
 “ Rochambeau est destitué de ses fonctions de com-
 “ mandant en chef de la partie de la Colonie de St.
 “ Domingue ci-devant Espagnole, et que le pré-
 “ sent arrêté lui sera notifié dans le jour. (21)

“ Signé au registre des procès-verbaux Giraud
 “ président; Le Blanc, Sonthonax et Raymond
 “ commissaires; Pascal secrétaire-général.

(21) La Commission avait-elle le droit de me
 destituer, étant chargé d'une mission spéciale et im-
 portante par le Directoire lui-même. — Je ne le crois
 pas; mais ce n'est qu'à présent que je me permets
 cette question. Je protestai, mais me soumis à une
 destitution peut-être illégale, sûrement injuste.

DTN. ROCHAMBEAU.

AUSSITOT que mon aide-de-camp Pánisse m'a fait passer l'arrêté ci-dessus, qu'il tenait du président
 de la Commission des Colonies; j'ai du travailler à l'éclaircir.

Je répons par des faits que je m'engage de justifier. J'ai eu je l'avoue besoin de force pour faire trêve
 à l'indignation qui m'a saisi à la lecture de cette absurde arrêté.

Destitué, déporté. Voilà le prix de quatre années d'une conduite (j'ose le dire) irréprochable, et sou-
 vent utile à ma patrie.

Pour récompense des privations que je me suis imposées, des peines de tout genre inséparables d'une
 administration aussi agitée que la mienne, pour prix d'avoir voulu conserver à mon pays la plus utile de ses
 Colonies; je suis déchiré, calomnié par des hommes qui abusant du pouvoir qui leur est confié, trompent
 le gouvernement: ont détruit ou laissé détruire cette Colonie, en ont fait fuir les propriétaires pour en-
 vahir leurs possessions, ont couvert de cendres et de décombres ce malheureux pays, et sont enfin parvenus
 au point d'être divisés entr'eux, de se dénoncer mutuellement, de n'avoir plus ni généraux ni officiers,
 d'être même sous le couteau des Africains qu'ils ont armés, et ne peuvent contenir, enfin que leur nom ne
 soit prononcé qu'avec l'horreur qu'ils inspirent à l'Europe entière.

Je déclare que tout sera mis par moi au plus grand jour. Je produirai toutes les pièces, ma correspondance
 officielle et confidentielle, je ne tairai rien.

Je déclare que la Colonie a pu être sauvée, et que j'en ai fourni les moyens aux *agens*. Qu'elle pour-
 rait l'être encore en y employant des soins et des moyens puissans.

Je déclare enfin, que les seuls et vrais motifs de ma destitution et de ma déportation sont, le refus formel
 que j'avais fait d'emmener avec moi dans la partie Espagnole des délégués connus par la plus extrême
 immoralité; la certitude que je ne souffrirais ni pillage, ni massacre, ni incendie, que je punirai les dila-
 pidateurs, protégerais les propriétaires, et utiliserais enfin pour ma patrie, et non pour les *agens* ce beau
 pays. Ce sont là les principes que je m'honore d'avoir affichés hautement, et qu'ils appellent *incivisme*,
insubordination, *mépris*, *lutte scandaleuse*, &c. et voilà ce qui a opéré ma destitution.

J'ai demandé au *Directoire* d'être mis à un conseil de guerre , je ne cesserai de répéter ma demande afin que la France entière puisse juger.

DTN. ROCHAMBEAU.

P. S. C'est avec une extrême satisfaction que je n'ai pas vu *Roume* signataire de l'arrêté. Il était connu trop avantageusement comme un administrateur intègre , aux isles-du-vent , pour approuver la conduite de ses collègues.

Giraud , quoique président de la Commission lors de ma destitution , ne doit pas être confondu je crois , avec les destructeurs de cette Colonie précieuse. C'est donc à regret que je l'attaque.

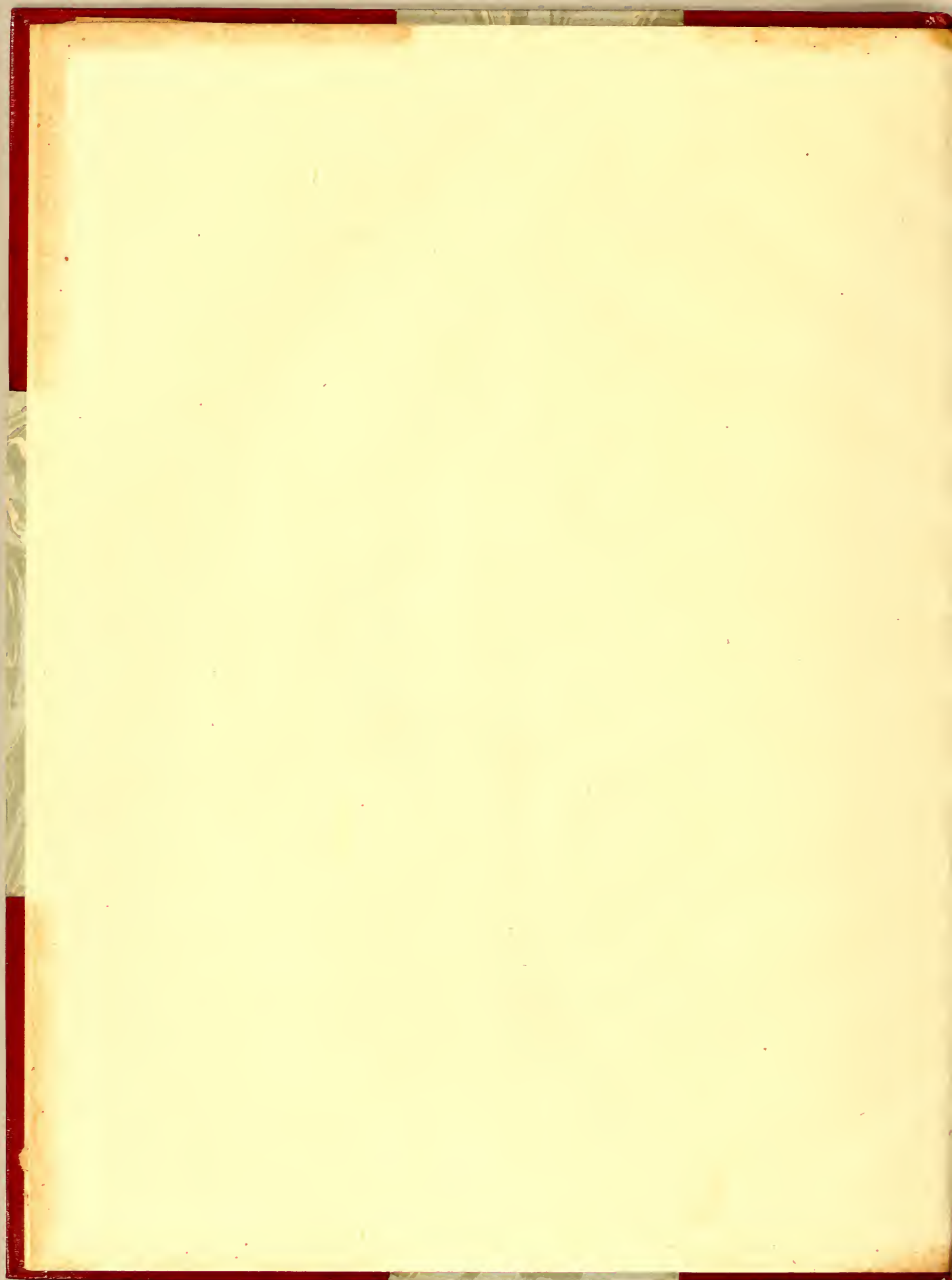
DTN. ROCHAMBEAU.

Bordeaux , le 9 Pluviôse , an V de
la R. F. une et indivisible

}

F I N.





E797

R672r

1-S12E

